

Monsieur Nicolas HULOT
Président de la Fondation Nicolas Hulot
6 rue de l'Est
92100 BOULOGNE BILLANCOURT.

Monsieur,

Je ne souhaite pas signer le Pacte écologique parce que, bien que très consciente de la gravité de la crise écologique à laquelle nous sommes confrontés, ce n'est pas le constat que je conteste, mais parce que ma conviction est que ce pacte se trompe de cible, voire d'alliés.

En effet sa démarche veut tout ignorer de la réalité sociale, économique et politique et attribue la responsabilité de la détérioration de l'environnement à tout le monde indistinctement. C'est ce qui ressort de ce pacte, même si ce n'est pas votre pensée profonde.

La majorité des atteintes catastrophiques envers la nature et l'environnement est de la responsabilité des grandes entreprises industrielles et commerciales : la pêche industrielle qui dépeuple les mers en détruisant plus de poissons qu'on en consomme réellement, la déforestation qui abat vingt arbres d'espèces communes, sinon plus, pour un arbre de bois précieux, les industries minières qui polluent leur environnement et, par leurs déchets, les rivières, les lacs et même le plateau littoral maritime, sans parler des trusts qui pour transporter leur pétrole font courir des risques majeurs aux mers, aux côtes, à la faune et bien sûr aux habitants qui vivent de tout cela. Ce ne sont d'ailleurs que des exemples que vous dénoncez.

Mais, je ne veux pas accuser indistinctement toutes les catégories sociales et, surtout, approuver des mesures qui font payer les dégâts aux plus faibles.

Ce ne sont pas les consommateurs qui fabriquent ou décident les emballages alléchants que l'on trouve dans les supermarchés. Alors, pourquoi leur faire payer une taxe sur leurs destruction, ou sur les réfrigérateurs mis au rebut.

Ce ne sont pas les ouvriers des chaînes de montage chez Peugeot-Citroën ou Renault qui décident si les véhicules seront à essence, à gazole ou électriques.

Quant à choisir les transports en commun plutôt que la voiture, ceux qui conseillent cela, ce sont ceux qui n'ont pas à prendre un autobus, puis un train, puis de nouveau un autobus ou le métro pour aller au travail et, en revenir, après une journée harassante pour un travailleur manuel ou pour une employée rivée devant un ordinateur ou exténuée dans un pool téléphonique ou encore une vendeuse ou un vendeur, debout toute la journée.

Pourquoi de plus en plus d'entreprises font-elles transporter leurs matières premières ou leurs produits finis par camion plutôt que par train ? Elle le disent cyniquement : parce que le camion va de porte à porte et cela économise les transbordements.

Alors pour les travailleurs qui ont les moyens d'avoir une voiture il en va de même. Leur voiture va de porte à porte et, malgré les embouteillages, c'est moins fatigant et plus confortable en hiver, que les transports en commun. Mais c'est contre eux aussi qu'on va augmenter les taxes sur l'essence. Bien sûr, il y a l'intérêt général. Mais que le monde de la finance qui dirige l'économie donne l'exemple et tout le monde suivra !

Tant que l'on ne s'en prendra pas à ceux qui en fonction des fluctuations du marché et des taux du profit, tournent le dos à ce fameux intérêt général pour protéger leurs intérêts privés, la destruction de l'environnement continuera. La première des choses serait au moins de montrer du doigt les vrais responsables, voire de les exposer à la vindicte générale, plutôt que de diluer leur responsabilité dans celle de la population, victimes comprises.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Arlette Laguiller